

# Stratégie Europe 2020 – aura-t-elle une incidence sur la pauvreté?

La stratégie Europe 2020 en Espagne : suivi et définition de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté

EAPN Estonie:  
le nouveau membre  
d'EAPN attire  
l'attention du public  
et des medias sur  
la pauvreté

En route vers une  
directive européenne  
sur un revenu  
minimum adéquat  
pour tous ?

**2010, une année menée tambour battant  
par EAPN et ses membres !**

La Coalition 2010 des ONG Sociales est composée de 40 réseaux d'ONG. Leurs messages, objectifs et activités sur le site [www.endpoverty.eu](http://www.endpoverty.eu)

**2010**  
Année européenne  
de lutte contre  
la pauvreté  
et l'exclusion sociale

**2010 CONSTRUIRE UNE  
EUROPE POUR TOUS**  
[www.endpoverty.eu](http://www.endpoverty.eu)

**ABOLISSONS  
LA PAUVRETÉ**



## Une première évaluation de l'impact qu'aura l'Année 2010

PAULINE GEOGHEGAN, COORDINATRICE DE L'ANNÉE EUROPÉENNE 2010 POUR LA COALITION DES ONG SOCIALES

EAPN a mené campagne pour obtenir que 2010 soit désignée Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, sachant que l'Union européenne allait devoir, cette même année, renouveler ses principales stratégies. Nous voulions nous assurer que la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale soit au cœur des préoccupations durant cette période. Alors que nous nous approchons du terme de l'Année 2010, le présent numéro de l'EAPN Mag dresse un premier bilan de l'impact de l'Année.

Le principal héritage de l'Année 2010 est la "Stratégie Europe 2020", ainsi que le programme phare qui l'accompagne : la "Plate-forme contre la pauvreté". Si cette Stratégie est loin de constituer le changement de paradigme appelé de tous leurs vœux par les acteurs sociaux, l'accord conclu sur un objectif chiffré concret de réduction de la pauvreté est, pour sa part, un pas en avant. Grâce à l'objectif en question, cet aspect central de la coopération européenne recevra la visibilité dont il a besoin, tandis qu'une forte pression s'exercera afin d'intégrer transversalement la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

A l'heure de la rédaction du magazine, nous attendons toujours que la Commission européenne sorte sa Communication sur la Plate-forme contre la pauvreté. EAPN craint que celle-ci ne s'inspire pas suffisamment des engagements passés visant à consolider la MOC sociale (la méthode européenne de coopération dans les politiques sociales, mise en place entre 2000 et 2010). Plus précisément, l'exigence d'élaboration et de mise en œuvre d'un Plan d'action national pour l'Inclusion, reposant sur la participation active des parties prenantes, semble menacée. EAPN et de nombreux autres acteurs sociaux continuent à faire pression pour éviter pareil déconvenue, dans l'idée qu'il s'agirait d'une reculade pour l'Europe sociale.

Vous trouverez dans ce numéro de l'EAPN Mag quelques exemples des efforts impressionnants déployés par EAPN et par la Coalition 2010 des ONG sociales, pour que l'Année soit un succès. Ces activités serviront certainement de sources d'inspiration pour d'autres. Si vous désirez de plus amples informations sur les activités menées par la Coalition des ONG Sociales en 2010, visitez leur site [www.endpoverty.eu](http://www.endpoverty.eu)

## Table des matières

2010: une année mouvementée pour EAPN aux niveaux national et européen	03
Stratégie Europe 2020 – aura-t-elle une incidence sur la pauvreté?	06
La stratégie Europe 2020 en Espagne : suivi et définition de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté	08
S'emparer de 2020 au Royaume-Uni	09
En route vers une directive européenne sur un revenu minimum adéquat pour tous ?	10
EAPN Estonie: le nouveau membre d'EAPN attire l'attention du public et des medias sur la pauvreté	12

### Remerciements pour les photographies :

Page de couverture : ©Chiara Tamburini, *Riccioli d'oro*, Camp rom "Casilino 900" à Rome, Italie, 2008.

- Page 3: © EAPN Estonie, Affiche de conférence, 2010.
- Page 4: © Rebecca Lee, 9<sup>ème</sup> Rencontre Européenne de Personnes en situation de pauvreté, Bruxelles, 26 juin 2010; © Die Armutskonferenz (EAPN Autriche), Flashmob contre la pauvreté, Vienne, 14 juin 2010.
- Page 5: © Rebecca Lee, Conférence de presse de la Coalition 2010 des ONG Sociales, Bruxelles, 19 jan 2010; @ Marc Gruber, Chaîne humaine autour du Parlement européen, Bruxelles, 19 nov 2010.
- Page 7: © Sergio Aires, *Pobreza é ficar indiferente # 7*, sept 2010.
- Page 9: © Sarah Tripp, Assemblée Ecossoise de lutte contre la pauvreté, Edimbourg, fév 2010.
- Page 10: © Rebecca Lee, Conférence d'EAPN sur le revenu minimum adéquat, Bruxelles, 24 Sept 2010.
- Page 11: © Rebecca Lee, Journée mondiale du Refus de la Misère, Bruxelles, 17 oct 2010.
- Page 12: © Kärt Mere, auto-portrait, 2010; © Ethan Lindsey, *Old and New in Estonia*, 30 Dec 2006.



### AntiPAUVRETÉMAG

Magazine d'EAPN – Réseau européen anti-pauvreté  
N°133, III 2010

Éditeur responsable : Fintan Farrell

Responsable de publication : Nellie Epinat

Avec la contribution de : Rebecca Lee, Leticia Gomez-Sanchez

Square de Meeûs 18, 1050 Bruxelles

Tél : +32 2 226 58 50, Fax : +32 2 226 58 69

Email : [team@eapn.eu](mailto:team@eapn.eu), Site web : [www.eapn.eu](http://www.eapn.eu)

Ce magazine reçoit le soutien financier de la Direction générale Emploi, affaires sociales et égalité des chances de la Commission européenne par le biais du Programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité sociale PROGRESS (2007–2013).

Pour de plus amples informations, consultez:

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=327&langId=fr>

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion ou les positions de la Commission européenne.

# 2010: une année mouvementée pour EAPN aux niveaux national et européen

PAR PAULINE GEOGHEGAN, COORDINATRICE DE L'ANNÉE EUROPÉENNE 2010 POUR LA COALITION DES ONG SOCIALES

**Tout au long de l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, EAPN et la Coalition 2010 des ONG Sociales se sont montrés très actifs au niveau européen. Les objectifs poursuivis étaient nombreux : demander que soient consolidées les politiques sociales et leur intégration transversale dans l'ensemble des autres politiques, mener un travail de sensibilisation à propos de l'inefficacité des mesures mises en place par les Etats membres afin de réduire la dette publique (les coupes dans les budgets sociaux). L'Année européenne a également permis de sensibiliser à la pauvreté qui touche la société, grâce à un travail sur les médias et à une série d'activités organisées aux niveaux national et européen.**

## Au niveau européen, EAPN a organisé des événements axés sur trois questions : l'héritage de l'année, la migration et le revenu minimum

Le 19 février, EAPN a organisé une conférence internationale à Dublin afin de faire avancer sa vision de l'héritage de l'Année européenne 2010 de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cet héritage s'inscrit dans le cadre des priorités européennes pour la prochaine décennie : la stratégie "Europe 2020". La conférence a été l'occasion de présenter une série de propositions concrètes pour la construction d'une Europe sociale. Elle a également permis à toute une série de parties prenantes, notamment des personnes en situation de pauvreté, de partager leur vision de la manière dont se fera l'héritage de l'année 2010.

Au cours de l'Assemblée Générale d'EAPN à Chypre, le séminaire sur la **migration et la pauvreté** a donné l'occasion au réseau et à ses membres de faire un état des lieux des difficultés croissantes liées à la migration dans la plupart des pays européens (revenus très bas ou inexistant, absence totale de droits sociaux...) et de définir des stratégies d'intégration du dossier de la migration dans ses activités.

**La conférence d'EAPN sur le revenu minimum, quant à elle, poursuivait quatre grands objectifs :** 1) montrer la réalité des personnes qui vivent avec le revenu minimum et illustrer l'impact social et économique de la garantie d'un revenu adéquat, 2) faire un état des lieux des avancées en matière de garantie d'un revenu adéquat et du suivi donné à la Recommandation sur l'inclusion active, 3) échanger

des méthodes et des exemples positifs en matière de définition de l'adéquation et présenter des approches alternatives de financement et 4) formuler une série de recommandations sur le renforcement de la coopération européenne dans le but de garantir un revenu minimum adéquat, notamment par l'introduction d'une directive-cadre européenne sur les régimes de revenu minimum adéquat.

## Le 17 octobre: Journée Mondiale du Refus de la Misère

Dans de nombreux pays, le 17 octobre a été une des dates marquantes de l'année 2010. En Belgique, le Réseau belge de lutte contre la pauvreté (BAPN) a rassemblé plus de 3.000

hérence des stratégies intégrées et la participation des acteurs au niveau national, notamment celle des personnes en situation de pauvreté, des ONG, des autorités régionales et locales. Les représentants d'EAPN ont également demandé comment réaliser l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté repris dans la stratégie Europe 2020 (diminuer le nombre de personnes en situation de pauvreté de 20 millions) alors que l'UE exhorte les Etats membres à réduire les aides et les services de base et stagne sur la garantie d'un revenu adéquat ?

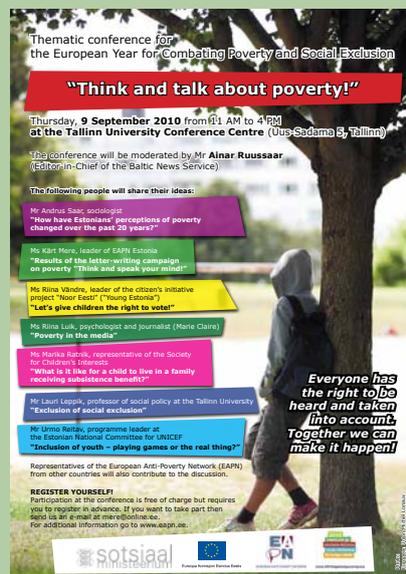
## 40 réseaux d'ONG européens s'unissent pour exiger un engagement politique à la fin de l'Année 2010

EAPN assure la coordination de la **Coalition 2010 des ONG Sociales**, laquelle porte une série de messages communs pour 2010. (Voir sur le site internet de la Coalition [www.endpoverty.eu](http://www.endpoverty.eu)).

Le principal événement prévu par la Coalition 2010 des ONG Sociales a été la **chaîne humaine contre la pauvreté autour du Parlement Européen, le 19 novembre** (voir <http://www.endpoverty.eu/MAJOR-CALL-Human-Ring-around-the.html>). Appel à la solidarité lancé à tous les citoyens européens, la chaîne humaine avait pour but de montrer qu'une autre réponse à la crise est possible, que les politiques de coupes sombres dans les budgets sociaux risquent de compromettre l'effet stabilisateur automatique des systèmes de protection sociale. Des réseaux nationaux d'EAPN prévoyaient également des événements parallèles dans plusieurs villes d'Europe. Plus d'informations sur [www.endpoverty.eu](http://www.endpoverty.eu).

## La coopération avec les institutions

L'Année européenne est l'occasion de nouer des liens avec de nombreuses institutions : la **Commission européenne, dans le cadre de sa campagne de communication et des événements qu'elle organise en 2010, le Parlement européen et les Présidences espagnole, belge et hongroise de l'UE**. Les autres moments clés de cette coopération sont : la 9<sup>ème</sup> Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté, la table ronde sur la pauvreté d'octobre et les événements d'ouverture et de clôture de l'Année européenne. Parmi les autres opportunités de coopération, signalons, entre autres : l'organisation, en collaboration avec le Comité Economique et Social Européen, d'un moment d'évaluation de l'Année 2010 en novembre, le Forum 2010 organisé avec le **Comité des Régions**, la manifestation



EAPN Estonie, poster de conférence, 2010.

manifestants dans les rues de Bruxelles, à l'occasion d'une marche aux flambeaux organisée en soirée. De nombreux participants ont rejoint la commémoration organisée le même jour par ATD-Quart-Monde au Parlement européen, avant de participer à la réception organisée à la mairie de Bruxelles, en présence de Son Altesse Royale la Princesse Astrid de Belgique. Au cours de la même semaine, la Commission a organisé, à Bruxelles, la **table ronde annuelle sur la pauvreté**, les 18 et 19 octobre, et le **forum/cirque de la solidarité contre l'exclusion** aux Halles de Schaerbeek.

Cette année, l'impact politique de la **table ronde annuelle sur la pauvreté** s'est manifesté de manière plus forte encore. EAPN et d'autres acteurs ayant participé à la 9<sup>ème</sup> table ronde ont rappelé l'importance des Plans d'action nationaux sur l'inclusion pour assurer la co-

de rue de la CES organisée en septembre avec les **syndicats européens**, la coopération avec des fondations par le projet PING (Poverty Is Not a Game-la pauvreté n'est pas un jeu), un jeu informatique sérieux destiné aux écoles ([www.povertyisnotagame.com](http://www.povertyisnotagame.com)).

Le Forum maltais de lutte contre la pauvreté (EAPN Malte) a organisé, avec la **Commission "affaires sociales"**, une **audition au Parlement maltais**. Celle-ci fut également l'occasion de rendre public "Un rapport sur la pauvreté à Malte", élaboré par le Centre Jésuite pour la Foi et la Justice et qui propose des témoignages directs de citoyens maltais et de réfugiés sur leur expérience de la pauvreté et de l'exclusion à Malte. En Islande, des personnes vivant en situation d'isolement social et de pauvreté ont été invitées à s'asseoir à la même table que les **responsables politiques et les employeurs** pour parler de la manière dont elles voient leur avenir dans le cadre du système sociale et de leur éventuelle collaboration lors de la réforme de ce dernier. Au Portugal, un accord a été signé avec la banque Montepio Geral (**institution bancaire** et fondation) afin de développer un projet de microcrédit. A Helsinki, lors d'un séminaire organisé dans le bâtiment du **Parlement finlandais**, deux personnes de chaque "journée thématique" vont partager leur expérience de la pauvreté. Le réseau slovaque de lutte contre la pauvreté prépare la première audition publique slovaque sur la pauvreté, au **Parlement slovaque**.

### Les réseaux nationaux d'EAPN : un florilège d'activités

Les réseaux nationaux d'EAPN n'ont pas ménagé leurs efforts en 2010 : la plupart ont profité des semaines thématiques nationales pour mettre leurs activités en valeur et pour **organiser le passage d'un message commun sur le résultat de l'année** d'un pays à l'autre. Il s'agissait, de montrer de manière symbolique, l'importance de la solidarité entre les ONG de toute l'Europe.

*En Suède, on a organisé des conférences sur tout le territoire, sur le modèle des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté. Y ont participé des délégués, qui avaient participé à la première Rencontre nationale des personnes en situation de pauvreté, en qualité de responsables du processus au niveau régional. En décembre, les responsables du processus prendront part à une grande conférence finale dont l'objectif consistera à écouter les expériences menées tout au long de l'année et à en tirer les enseignements. Il s'agira également de voir comment en capitaliser les acquis.*

Un des traits communs à la plupart des pays est que les réseaux nationaux d'EAPN ont organisé des **Rencontres nationales de personnes en**



9<sup>ème</sup> Rencontre européenne de Personnes en situation de pauvreté, Bruxelles, 26 juin 2010.

**situation de pauvreté** en 2010. Pour certains, il s'agissait d'une première. La plupart de ces rencontres nationales ont servi à préparer la **Rencontre européenne de personnes en situation de pauvreté**, qui s'est déroulée en juin 2010, sous les auspices de la présidence espagnole de l'UE.

### La culture, un thème qui nous unit

La culture nous a aidés à faire passer le message de l'année au sein de nombreux réseaux : en Autriche, **une pièce de théâtre** a parcouru le pays. L'**accès à la culture** a également été un des thèmes phare d'EAPN Luxembourg. En Islande, **un concours de photographies** a encouragé les jeunes à réfléchir sur la pauvreté et un **film sur la pauvreté et sur la troisième génération de personnes qui vivent en situation d'extrême pauvreté** a été réalisé. En Allemagne, la semaine thématique nationale a permis de combiner différents événements : une **exposition "Kunst trotz(t) Armut"** ("l'Art défie la pauvreté") et un **projet de film sur les personnes en faillite**. Au Portugal, un projet

"d'écoles contre la pauvreté" a été mené avec 35 écoles du pays et a permis de produire un **"guide pour enseignants"** sur la pauvreté et l'exclusion sociale. Des **écrivains nationaux** ont été invités à rédiger un livre d'histoires et de témoignages pour les jeunes. En Italie, l'importance de la culture dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale a été mise en évidence grâce à des **concerts interculturels** et au "Folk'n Rom, fruit d'ateliers musicaux organisés en marge des événements de l'Année dans des campements roms des faubourgs de la capitale.

### La sensibilisation au niveau national

Certains réseaux ont organisé des activités sur tout le territoire national : en Slovénie, le réseau s'est concentré sur **la pauvreté chez les migrants**, principalement chez les enfants migrants. En Irlande, des **séminaires régionaux** ont donné la parole à des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale sur la pauvreté des enfants, l'accès à des emplois de qualité et à des opportunités d'apprentis-



Flashmob contre la pauvreté, organisée par EAPN Autriche, 14 juin 2010.

sage, l'accès aux services. EAPN République Tchèque a multiplié les activités aux niveaux national, local et municipal, axées surtout sur la participation des personnes en situation de pauvreté. EAPN Bulgarie a organisé **des rencontres régionales sur la problématique de la pauvreté** et sur l'implication des personnes en situation de pauvreté et des chercheurs dans l'évaluation de la Stratégie Europe 2020 et des stratégies de sortie de crise adoptées par le Gouvernement. En **Norvège**, les journées de la semaine thématique nationale ont été ponctuées d'activités organisées dans trois villes différentes sur des places publiques pour discuter de la pauvreté. Au Royaume-Uni, l'alliance écossaise de lutte contre la pauvreté a organisé 4 séminaires **sur l'inclusion active** ainsi qu'un événement sur les **Fonds structurels**. Elle a également organisé une **conférence sur le salaire décent**. EAPN Pays-Bas a pris la parole lors de nombreuses manifestations organisées au cours de l'Année et organisé une série d'actions locales, comme une **conférence sur la pauvreté ou encore un atelier sur la pauvreté et l'exclusion sociale**.

En Finlande, des **journées thématiques** d'échanges sur la pauvreté et l'exclusion sociale ont été organisées dans tout le pays. Ces journées ont été ponctuées de manifestations culturelles (pièces de théâtre ou expositions), centrées sur les causes de la pauvreté et l'exclusion sociale. EAPN Portugal a organisé, à Lisbonne et à Porto, un programme complet de 24h d'activités de lutte contre la pauvreté.

De nombreux réseaux se sont tournés vers les médias et la télévision pour sensibiliser à la pauvreté dans leur pays. En République Tchèque, le groupe Ogilvy a collaboré bénévolement à la réalisation d'un **spot télévisé professionnel**, que la télévision tchèque a accepté de diffuser sur la chaîne de télévision nationale et sur des pages internet des médias nationaux. L'organe polonais de mise en œuvre a accepté de cofinancer un **spot télévisé sur la pauvreté** : "La pauvreté ; la voir et la combattre". Pour marquer l'Année 2010, EAPN Estonie, le plus jeune membre d'EAPN, a organisé une campagne : **"Réfléchir et écrire!"** exhortant les citoyens estoniens à écrire des lettres sur la pauvreté, à mettre sur papier leurs idées quant à la manière de la combattre et de changer les mentalités<sup>1</sup>.

### S'attaquer à la stigmatisation de la pauvreté

Les stéréotypes sur la pauvreté ont peu duré. En Autriche, les médias se sont fait l'écho du projet **"Mediawatch"** sur la représentation des personnes en situation de pauvreté. En Hongrie, la publication **"Snapshots – recorded 2009"** reprend des entretiens réalisés auprès de fa-

milles vivant dans les différentes régions du pays. Au Royaume-Uni, dans les East Midlands, le projet "All in One" a organisé un échange d'idées et d'expériences sur la pauvreté, les bas revenus, les petites pensions, le faible niveau des aides sociales, la discrimination ou encore l'absence d'opportunités. Le tout a débouché sur la **"Convention sur la pauvreté"**.

### Événements thématiques

Les réseaux nationaux ont également abordé les thèmes prioritaires par le biais des séminaires thématiques: en France, la ville de Lille a accueilli un séminaire **sur la précarité énergétique**. En Hongrie et en République Tchèque, des séminaires ont été consacrés à la prévention et à la gestion du **surendettement**. A Berlin, un forum s'est tenu sur le thème : **"Les jeunes et les personnes en situation de pauvreté nouent des alliances pour le changement"**. BAPN (EAPN Belgique) s'est choisi comme principaux thèmes de l'Année 2010 ceux du logement et de la pauvreté des enfants et des jeunes, abordés lors de différentes manifestations : **"L'avenir de l'Europe: de la nécessité de concevoir une nouvelle stratégie", "L'inclusion sociale, la protection sociale et la sécurité sociale et leur lien avec la santé", "le logement et le sans-abrisme", ainsi qu'un événement consacré à l'emploi**.

Au Danemark, la semaine thématique nationale a été ponctuée par différentes activités : une journée centrée sur les enfants, des conférences organisées en collaboration avec la ville de Copenhague, ainsi qu'une audition sur les droits des personnes en situation de pauvreté.

En Italie, le CILAP (EAPN Italie) a organisé des séminaires sur le thème : **les personnes en situation de pauvreté dans la planification des services sociaux et de santé**. Un concert de musique folk a également été organisé avec des musiciens roms des Balkans. Le réseau a



Conférence de presse de la Coalition 2010 des ONG SOciales, 19 Jan 2010.

enfin organisé un séminaire sur **la protection sociale des enfants et des jeunes** à Catanzaro, en Calabre.

Le présent article ne reprend qu'une infime partie des nombreuses activités organisées dans le cadre de l'Année européenne 2010. Il va sans dire que l'Année a exigé beaucoup d'énergie, de créativité et d'engagement. Il reste à espérer que réponse soit donnée à cet engagement, notamment sous la forme d'un héritage durable pour l'Année 2010. Cet héritage devrait ensuite servir de base au suivi de la stratégie de lutte contre la pauvreté reprise dans la Stratégie Europe 2020<sup>2</sup>.

1) Voir article page 12 de ce Mag "EAPN Estonie attire l'attention du public et des médias sur la pauvreté".

2) A ce propos, voir l'article de Sian Jones pages 6-7 de ce Mag "La stratégie Europe 2020 – aura-t-elle une quelconque incidence sur la pauvreté?".



Chaîne humaine autour du Parlement européen, 19 nov. 2010.

# Stratégie Europe 2020 – aura-t-elle une incidence sur la pauvreté?

PAR SIAN JONES, COORDINATRICE POLITIQUE POUR EAPN

Remplaçant la stratégie de Lisbonne pour la "croissance et l'emploi" (2000-2010), la nouvelle stratégie "Europe 2020" a enfin été rendue publique le 3 mars 2010. EAPN, en collaboration avec la Coalition 2010 des ONG Sociales, la Plate-forme sociale et l'Alliance de Printemps<sup>1</sup>, a exercé une forte pression politique afin que la nouvelle stratégie ne se contente pas de contribuer vaguement à la lutte contre la pauvreté, mais qu'elle enclenche un véritable changement de paradigme : **un glissement d'une politique européenne exclusivement tournée vers le marché et la croissance économique vers une stratégie sociale et durable, privilégiant l'humain et l'environnement.**<sup>2</sup> EAPN s'est surtout inquiété de l'intégration, dans la Stratégie Europe 2020, de la stratégie européenne pour l'inclusion sociale et la protection sociale (la Méthode ouverte de coordination sociale ou MOC Sociale), de son approche basée sur les droits et de son objectif de participation des personnes en situation de pauvreté et des ONG via les Plans d'Action Nationaux (PAN). Au moment où sont confirmés les derniers détails de la stratégie, nous nous proposons d'évaluer la manière dont la Stratégie Europe 2020 contribue à la prévention et à la réduction de la pauvreté et de l'exclusion, d'analyser si elle change de paradigme, et enfin d'examiner son rôle dans la tentative d'atténuer l'impact social de la pire crise économique et financière depuis les années 1930.

## La stratégie Europe 2020 – vers une croissance intelligente, durable et inclusive ?

Le Conseil Européen de juin 2010 a finalement approuvé la Stratégie Europe 2020, qui propose une vision de l'économie de marché "sociale" pour le 21<sup>ème</sup> siècle. Elle présente trois priorités qui se renforcent mutuellement : **une croissance intelligente, durable et inclusive**, qui s'accompagne de "niveaux élevés d'emploi, de productivité et de cohésion sociale"<sup>3</sup>. Afin de réaliser ces objectifs, il a été convenu de **5 grands objectifs chiffrés européens**. Parmi ceux-ci, 3 intéressent tout particulièrement les acteurs de la lutte contre la pauvreté : 1) 75% de la population en âge de travailler devraient occuper un emploi, 2) Ramener le pourcentage de décrocheurs scolaires sous la barre des 10%, et 3) un nouvel objectif chiffré en matière d'inclusion sociale et de lutte contre la pauvreté, qui vise à sortir 20 millions de personnes de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Le risque de pauvreté est défini en fonction de **3 indicateurs** : le risque de

pauvreté, la privation matérielle et les ménages sans emploi. Désormais, les Etats membres devront convenir d'objectifs chiffrés nationaux, pour contribuer à la réalisation de l'objectif chiffré européen, et élaborer leurs projets de programmes nationaux de réforme (PNR), contenant une série d'objectifs chiffrés nationaux. La version définitive des programmes nationaux de réforme (PNR), qui présenteront les plans politiques et budgétaires, est attendue pour la mi-avril 2011. Ces programmes seront analysés et évalués par la Commission chaque année, les recommandations d'actions, qui s'adresseront aux Etats défaillants, étant approuvées à l'occasion du Conseil Européen de juin.

## Une nouvelle ligne directrice sur la pauvreté et un appui au partenariat

Les 10 "lignes directrices intégrées", (elles étaient 24 dans la stratégie de Lisbonne), serviront de base à l'élaboration des PNR. Les lignes directrices 7, 8 et 10 sont les plus pertinentes pour la lutte contre la pauvreté : Les lignes 7 et 8 visent l'amélioration de la participation sur le marché de l'emploi, la réduction du chômage structurel et la formation d'une main d'œuvre qualifiée répondant aux besoins du marché du travail, la promotion des emplois de qualité et de l'apprentissage tout au long de la vie. Toutefois, c'est la ligne 10 – promouvoir l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté – qui a capté toute notre attention. Un nouveau considérant (16) confirme la nécessité d'élaborer des PNR par un partenariat avec les principales parties prenantes, notamment les autorités locales et régionales, les partenaires sociaux et la société civile. Toutefois, les gouvernements semblent rechigner à sa mise en œuvre.

Quelle différence ? **En réalité, les lignes directrices et les priorités macro-économiques, induites par la nécessité de réduire la dette publique dans le cadre du Pacte de Stabilité et de Croissance, continueront à guider la Stratégie Europe 2020 comme cela a déjà été le cas pour la Stratégie de Lisbonne.** Les lignes directrices 1, 2 et 3 définissent les priorités suivantes : garantir la qualité et la durabilité des finances publiques, s'attaquer aux déséquilibres macro-économiques. La Commission européenne réalisera une enquête sur la croissance chaque année, identifiant les goulets d'étranglement en matière de croissance et servant de base aux discussions sur les objectifs chiffrés. La nouvelle stratégie sera-t-elle différente de la Stratégie de Lisbonne, qui fut un échec ?

## L'absence de transparence à propos de la Plate-forme de Lutte contre la Pauvreté

Un des éléments novateurs de la Stratégie Europe 2020 est l'ajout de **7 nouveaux instruments européens** pour soutenir la réalisation des objectifs chiffrés : 3 plates-formes phare, notamment "La jeunesse en mouvement" (rendue publique en septembre), "De nouvelles compétences pour de nouveaux emplois" (en octobre) et la tant attendue Plate-forme européenne de Lutte contre la Pauvreté. En juin 2010, EAPN a présenté sa version de ladite Plate-forme sur 4 piliers<sup>4</sup>:

1. Transformer la MOC sociale en une série de plates-formes nationales et européenne dynamiques de lutte contre la pauvreté, qui reposeraient sur une implication active des acteurs concernés dans les Plans d'Action Nationaux et dans des groupes thématiques (comme : l'inclusion active, la pauvreté infantile, le sans-abrisme, les minorités ethniques, les migrants, etc).
2. S'orienter vers des instruments plus contraignants afin de garantir des normes sociales, comme une directive-cadre sur le revenu minimum.
3. Mobiliser les instruments financiers européens pour s'attaquer à la pauvreté, promouvoir la participation et garantir l'égalité des chances pour tous, et garantir que les ONG de terrain aient accès aux financements.
4. Garantir une meilleure intégration transversale des objectifs sociaux dans toute la Stratégie Europe 2020, notamment via l'analyse de l'incidence sociale.

Jusqu'à présent, la Plate-forme européenne de Lutte contre la Pauvreté a été l'objet de critiques acerbes. Des rumeurs ont notamment prétendu que les premiers projets manquent d'ambition, qu'ils ébranlent la MOC et sous-estiment l'implication des acteurs concernés. La Plate-forme est censée être lancée en décembre 2010 elle devrait se baser sur 4 piliers : 1) la coopération dans le cadre des politiques sociales, 2) l'intégration transversale des objectifs sociaux dans tous les domaines politiques, 3) la promotion de l'expérimentation sociale par des activités et des financements européens et 4) la promotion des partenariats pour la conception des politiques, les échanges et la réalisation au niveau national et européen.

Toutefois, on ignore tout du rôle des acteurs nationaux et locaux, du rôle de la MOC sociale,

et plus singulièrement des Plans d'Action Nationaux, ni de l'impact que devrait avoir la Plate-forme sur les priorités clés.

### Une avancée dans la lutte contre la pauvreté?

La nouvelle Stratégie Europe 2020 n'implique pas de changement majeur de paradigme. Elle reste **axée principalement sur la croissance économique**, qu'elle entend réaliser par l'innovation, une productivité accrue et une réduction de la dette publique. Aucun glissement majeur vers une autre approche du développement social et durable. Elle ne se concentre ni sur la réduction des inégalités, ni sur la consolidation de la protection sociale ou des services universels, ni sur la participation, qui amorcerait pourtant une nouvelle vision démocratique.

### Quelques avancées majeures...

Pour la première fois, la pauvreté et l'exclusion sociale sont l'une des 5 priorités clés de l'Union, via un objectif chiffré de réduction de la pauvreté d'au moins 20 millions de personnes à l'horizon 2020.

Grâce à l'intégration d'un objectif chiffré et d'une ligne directrice spécifique sur la pauvreté et l'inclusion sociale, dans une stratégie dominée par l'économique et l'emploi (par opposition à une mise en touche dans une stratégie séparée), la lutte contre la pauvreté pourrait jouir d'une plus grande visibilité et être davantage visée dans les priorités de financement, sortant du cadre unique de la politique sociale.

Une nouvelle clause de gouvernance (le considérant 16), qui insiste sur le partenariat entre principaux acteurs nationaux (notamment la société civile) dans le cadre de l'élaboration, de la mise en œuvre et de la communication sur les PNR, pourrait déboucher sur une plus grande responsabilité, visibilité et appropriation de la stratégie ainsi que sur des solutions politiques plus efficaces.

Une Plate-forme consacrée à la pauvreté peut aboutir à des résultats concrets, pour autant qu'elle capitalise sur les points forts des Plans d'Action Nationaux pluridimensionnels et intégrés de la MOC sociale et auxquels auraient participé activement les acteurs concernés, notamment les personnes en situation de pauvreté.<sup>5</sup>

### Encore beaucoup de points d'ombres

La mise en place d'un pilier sur la pauvreté n'a pas été simple. La définition de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté n'a été possible que grâce aux énormes efforts déployés par l'Unité sur l'inclusion sociale de la Commission européenne, grâce au soutien des Présidences espagnole et belge et grâce à une campagne menée tambour battant par

EAPN et d'autres ONG sociales. Cela dit, pour de nombreux membres d'EAPN (notamment ATD Quart-Monde), l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté n'est pas assez ambitieux et les indicateurs choisis sont très controversés. Les indicateurs de pauvreté ont été élargis aux ménages sans emploi. Le risque est grand que les pays se concentrent sur les personnes les plus faciles à aider et écartent encore davantage les personnes les plus pauvres, les plus vulnérables ou qu'ils poussent les personnes vulnérables à accepter des emplois précaires.

Vu l'absence de visibilité et de transparence du processus décisionnel relatif à la définition des objectifs chiffrés nationaux ou à l'élaboration des PNR, il se pourrait que, en coulisses, des accommodements soient conclus et que l'on rogne sur les objectifs chiffrés nationaux plutôt que d'opter pour les solutions nécessaires.

Bien que l'intégration de la nouvelle ligne directrice sur la pauvreté (10) dans les lignes directrices pour l'emploi présente des avantages indéniables, le risque existe que la stratégie visant à réduire la pauvreté ne se concentre que



sur l'emploi. L'approche basée sur les droits, qui défend une stratégie plus large de l'inclusion active et de l'inclusion sociale, serait alors négligée, alors qu'elle seule pourrait garantir un revenu minimum adéquat, l'accès aux services et à la protection sociale ainsi qu'à une aide personnalisée dans le cadre de l'accès à des emplois de qualité.

La participation des personnes en situation de pauvreté et des ONG semble également compromise. Ni la Commission, ni les Etats membres, ne semblent intéressés à en prévoir une implication pertinente, que ce soit dans les PNR, dans la MOC ou dans les Plates-formes. Pire encore, les PNR pourraient être amenés à remplacer la pierre angulaire de la stratégie européenne pour l'inclusion sociale - les Plans d'Action Nationaux - bien que celle-ci soit le garant de plans plus cohérents, pluridimensionnels et intégrés, pouvant alimenter les PNR.

Enfin, il est évident que la philosophie dominante de la stratégie reste une conception restrictive de la croissance économique. La ligne directrice 1

qui privilégie le Pacte de Stabilité et de Croissance et la vigilance fiscale, exhorte les gouvernements à réduire leurs déficits publics à 3% et à renforcer les mesures d'austérité, qui ébranlent fortement l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté.

### Que peut-on faire ?

La nouvelle Stratégie Europe 2020 pourrait changer les choses, si les Etats membres et la Commission s'engagent sérieusement à réduire la pauvreté, à combattre ses causes stratégiques - notamment les inégalités - et s'ils mobilisent l'ensemble de leurs politiques pour la prévention et la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

La crise économique et financière a meurtri les personnes en situation de pauvreté, relevé les taux de chômage, l'insécurité de l'emploi, l'insécurité au travail, le sans-abrisme, l'expulsion des logements et le surendettement de personnes qui éprouvent de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Or, **le pire reste à venir. Les mesures d'austérité décidées par les gouvernements, qui privilégient les coupes dans les budgets sociaux et n'envisagent**

**jamais d'augmenter les recettes via une imposition plus progressive ni de renforcer la dimension sociale, vont accroître les taux de pauvreté, au lieu de les diminuer.**

La Stratégie Europe 2020 pourrait renverser ces contradictions et aller vers une véritable cohérence politique pour le développement social et durable. Toutefois, cela ne sera possible que si elle gagne en visibilité, si les Gouvernements se l'approprient réellement et acceptent de rendre des comptes aux populations nationales. Le rôle

des acteurs concernés nationaux et locaux est primordial. L'Union doit placer la gouvernance et la participation (notamment les personnes en situation de pauvreté), via les Plans d'Action Nationaux pour l'Inclusion et des Programmes Nationaux de Réforme, au cœur de ses politiques. L'Union doit piloter la défense du visage sociale de l'Europe.

1) L'Alliance de Printemps est une jeune coalition rassemblant des ONG environnementales (BEE), Sociales (Plate-forme sociale) et de Développement (Concord) ainsi que la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

2) (Voir manifeste d'EAPN, "Une UE de confiance", sur le site d'EAPN [www.eapn.eu](http://www.eapn.eu) et le manifeste de l'Alliance de Printemps sur [www.springalliance.eu](http://www.springalliance.eu).)

3) CE, Europe 2020: Une stratégie européenne pour une croissance intelligente, durable et inclusive (3/3/2010) COM(2010)2020.

4) Propositions d'EAPN relatives à la Plate-forme Européenne de lutte contre la Pauvreté (juin 2010) disponibles sur le site d'EAPN.

5) La combinaison de la stratégie nationale intégrée et d'une réalisation plus efficace des priorités thématiques de l'Union par des programmes et des feuilles de route pluriannuels serait primordiale pour l'inclusion active, l'éradication du sans-abrisme, la lutte contre la pauvreté des enfants, la promotion du bien-être des enfants et l'intégration transversale de l'égalité et de la non-discrimination.

# La Stratégie Europe 2020 en Espagne : suivi et définition de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté

PAR GRACIELA MALGESINI, CHARGÉE DE POLITIQUES POUR EAPN ESPAGNE

La stratégie Europe 2020, rendue publique au printemps 2010, a marqué une étape importante de la Présidence espagnole de l'Union. EAPN Espagne est resté en contact permanent avec les représentants espagnols du Conseil et au Comité sur la Protection Sociale.

**Dans le cadre de ce dialogue permanent, EAPN Espagne a défendu le maintien des bonnes pratiques et expériences issues de la MOC sociale. Il s'agit principalement des Plans d'Action Nationaux sur l'Inclusion Sociale et de la définition d'objectifs chiffrés de réduction de la pauvreté dans le cadre de la Stratégie Europe 2020. Ces objectifs chiffrés devraient être transparents et responsables.**

## Sensibiliser et mobiliser tous les acteurs de la société civile...

Grâce à son site internet ([www.eapn.es](http://www.eapn.es)) et à plusieurs réunions et séminaires consacrés à l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, les membres d'EAPN Espagne ont expliqué, à un large public (praticiens, étudiants et personnes concernées de tout le pays), les changements apportés par la nouvelle stratégie à la Méthode ouverte de coordination sociale (MOC Sociale).

Le projet "Vers l'inclusion sociale ¡IntegrAC-TÚA!" (<http://integractua.org>), financé par le programme Progress, a fourni un cadre structuré à cette mobilisation. EAPN Espagne, la fondation Luis Vives et la Fédération Espagnole des Municipalités et des Provinces, sont les chefs de file de cette campagne de 2 ans, qui vise deux objectifs: 1) consolider les politiques espagnoles en matière d'inclusion sociale, surtout au niveau local, 2) informer et sensibiliser les acteurs du secteur social et les citoyens sur les chiffres actuels de la pauvreté et de l'exclusion et de la manière de combattre ces phénomènes. Le site internet du projet<sup>1</sup> propose des informations détaillées sur la MOC Sociale aux niveaux local, régional et européen.

## ... et les impliquer dans la rédaction des Programmes Nationaux de Réforme (PNR)

Grâce à ce dialogue avec le Gouvernement, les acteurs concernés ont pu participer à la rédaction et à la mise en œuvre de la stratégie nationale pour l'inclusion sociale du PNR. Via des financements publics et grâce à l'implication du TSAS (Le 3<sup>ème</sup> secteur pour l'action sociale, une coalition formée par EAPN Espagne, la Plate-forme pour le volontariat et par la plate-forme sociale), un processus participatif a vu le jour en

mars 2010. Son objectif consiste à préparer une proposition de consensus des parties prenantes, qui sera reprise (ou au moins prise en compte) dans le prochain PNR. Ce processus est également ouvert à la participation d'experts, de praticiens et de personnes en situation de pauvreté.

## Plus de visibilité aux personnes en situation de pauvreté et à leurs droits en tant que citoyens

Un congrès sur les droits fondamentaux et sur les personnes en situation de pauvreté a été organisé par EAPN Espagne, avec l'appui de financements publics, du 18 au 20 novembre à Madrid. Environ 300 personnes de tout le pays ont débattu sur les six titres des droits fondamentaux du Traité de Lisbonne et partagé leurs expériences sociales et personnelles. Cet événement et la pression qu'il a engendrée devraient donner plus de visibilité aux personnes en situation de pauvreté et à leurs droits en tant que citoyens.

## Toutefois, une série de signes négatifs pour la reprise dans le domaine social

Au niveau politique, les changements prévus au sein du Ministère de la santé et des affaires sociales laissent planer une grande incertitude. La récente grève générale n'a pas eu de véritable impact sur le débat social. Le Parlement a approuvé le budget du gouvernement pour 2011, qui comporte de sérieuses coupes dans les dépenses sociales (voir tableau ci-après). Bien qu'elles aient été gelées à leur niveau de 2010, les pensions représentent 35,5% du total du budget 2011 (€315.663,10 millions). Les allocations de chômage représentent le troisième plus gros poste de dépenses, soit 9,7% du total du budget. La convention du TSAS demande à la Vice-présidente Mme De la Vega d'écouter la position d'EAPN sur la Stratégie Europe 2020 ainsi que ses propositions en vue de la stratégie nationale pour 2011-2020. Bien qu'elle ait confirmé sa présence,

elle a été remplacée par M. Monza, représentant du Comité sur la Protection Sociale, qui a prononcé un discours sans engagement sur "l'importance du dialogue". Il n'a fourni aucun détail quant à la manière dont ce dialogue sera organisé. M. Aurelio Fernandez, qui siège également au sein du CPS, a donné une réponse assez vague aux questions d'EAPN à propos de la Plate-forme européenne de lutte contre la pauvreté. La Communication concernant cette dernière est attendue pour le mois de décembre prochain. M. Juan Carlos Mato, Directeur-Général de la Politique Sociale et Familiale, n'a pas donné davantage de détails concernant le processus de gouvernance à venir.

L'appel lancé par EAPN consiste – au minimum – à maintenir le Groupe de travail sur l'inclusion sociale, l'emploi et les zones rurales du Conseil des ONG sociales (constitué de représentants du gouvernement et du TSAS et qui s'occupe, jusqu'à présent, du suivi de la MOC sociale) comme base pour un dialogue structuré sur la politique en matière d'inclusion sociale.

La déclaration du Troisième Secteur pour l'Action Sociale, "Une stratégie pour l'inclusion sociale 2011-2020", a été signée après la Convention. Elle vient en appui d'un document stratégique de 40 pages, qui sera présenté officiellement et transmis d'ici peu à Mme De la Vega, à l'occasion de la réunion des représentants du TSAS. Dans le dossier d'un objectif chiffré de réduction de la pauvreté, **le document propose "10 lignes à ne pas franchir" qui devraient être prises en compte lors de la définition des objectifs chiffrés dans le cadre du PNR.** Un suivi minutieux du processus d'élaboration du PNR est déjà assuré dans le cadre d'un dialogue et de contacts permanents avec les fonctionnaires responsables. La société civile a du poids, heureusement, car elle en aura bien besoin pour réaliser les objectifs qu'elle s'est fixés.

Dépenses sociales – budget national pour 2011	Millions €	Différence avec budget 2010 (%)
Pensions	112,215.76	+ 3.6
Autres contributions financières	13,576.36	- 5.7
Services sociaux et promotion sociale	2,515.58	- 8.1
Mesures d'activation sur le marché de l'emploi	7,322.80	- 5.5
Allocations de chômage	30,474.06	- 1.6
Accès au logement et construction de logements sociaux	1,209.66	-19.3
Gestion- Sécurité sociale	7,770.59	+ 22.1
Santé/	4,254.49	- 8.2
Education	2,840.58	- 8.1
Culture	1,051.03	- 12.3

Source: National Budget 2011. ABC, Economía, 3 October 2010, p. 44.

<sup>1</sup> [http://www.fundacionluisvives.org/temas/inclusion\\_social/proyecto\\_europeo\\_a\\_favor\\_de\\_la\\_inclusion\\_social\\_integractua\\_informacion\\_sobre\\_esta\\_iniciativa/index.html](http://www.fundacionluisvives.org/temas/inclusion_social/proyecto_europeo_a_favor_de_la_inclusion_social_integractua_informacion_sobre_esta_iniciativa/index.html)

# S'emparer de 2020 au Royaume-Uni

PAR PETER KELLY, EAPN ROYAUME-UNI

**Alors que s'approche la fin de l'Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale, nous entretenons peu d'espoirs de voir les choses s'améliorer sur ce front en 2010 au Royaume-Uni. Depuis un certain temps, les avancées connaissent un coup d'arrêt.**

Ces dernières années, on ne compte plus les rapports indiquant la recrudescence de la **pauvreté infantile**, un phénomène qui, au cours de la première partie de la décennie, avait connu une lente diminution. Les commentateurs sociaux notent aussi que, même si nous nous sommes attaqués à la question du chômage de longue durée des jeunes, un assez grand nombre d'entre eux n'ont toujours ni emploi, ni formation.

La question des **travailleurs pauvres**, un des premiers objectifs du gouvernement travailliste lors de sa prise du pouvoir en 1997 et que l'introduction d'un salaire minimum national et des crédits fiscaux semblait avoir réalisé, revient à l'ordre du jour des discussions politiques. Si ces questions se posaient déjà avant l'éclatement de la crise économique en 2008, elles ont été exacerbées par l'augmentation du chômage qui a suivi cette crise.

**Les perspectives de la lutte contre la pauvreté étaient sombres au début de 2010, elles le sont plus encore à son terme.** En mai 2010, un nouveau gouvernement a été élu : une coalition du parti conservateur et des libéraux-démocrates. Le Gouvernement, la première coalition constituée en temps de paix depuis plus de 70 ans, s'est fixé comme principal objectif de réduire les déficits budgétaires, prétendant que cela se fera dans la plus grande équité, que "ceux qui ont les épaules les plus larges vont supporter la charge la plus lourde". Depuis l'élection, nous voyons que le budget d'urgence, voté en juin, est un premier pas vers une réduction drastique des dépenses publiques, un premier pas qui a grevé de 7 milliards de Livres le budget social.

En octobre, on nous a alors annoncé un "réexamen global des dépenses", ainsi qu'une réduction des dépenses publiques de quelque **81 milliards**

**de Livres au cours des cinq prochaines années. Si aucun département d'Etat ne sera épargné, ce sont les dépenses sociales les plus touchées : au total, une réduction de 18 milliards de Livres par an dans un large éventail de programmes d'ici à 2014-15.** Les indemnités de logement seront plafonnées, les personnes handicapées verront leurs indemnités limitées dans le temps, les familles vivant de bas salaires subiront une forte diminution de leurs allocations familiales, les jeunes défavorisés ne bénéficieront plus de l'aide financière dont ils ont besoin pour suivre l'enseignement supérieur.

Et ce ne sont que quelques exemples de l'impact direct qu'auront les choix politiques actuels sur les personnes à bas revenus et sur le système social. On estime à 490.000 pertes d'emplois dans le secteur public, ce qui aura certainement de graves conséquences sur le niveau des services dont ont besoin les populations à bas revenus.

Voilà le contexte dans lequel se déroulent les négociations et les actions de lobbying autour de la Stratégie Europe 2020 et de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté. **Depuis le début de 2010, les membres d'EAPN Royaume-Uni ont appelé à une nouvelle stratégie qui intégrerait réellement la dimension sociale et éviterait de répéter les erreurs commises dans la Stratégie de Lisbonne** et maintenu un dialogue régulier avec les fonctionnaires du gouvernement britannique, leur demandant de préciser leur position officielle à propos de la Stratégie Europe 2020 et de l'objectif chiffré en matière de pauvreté. Etant donné le changement de gouvernement survenu en mai et la priorité donnée à l'objectif de réduction du déficit domestique, le Gouvernement a tardé à se positionner. EAPN Royaume-Uni a fait pression sur le Premier ministre sortant, Gordon Brown, puis sur son successeur, David Cameron, pour que le gouvernement adopte une position ferme à propos sur la Stratégie Europe 2020. Une lettre conjointe a été adressée par une trentaine d'ONG, parmi les plus importantes, en juin, demandant au nouveau Premier ministre qu'il soutienne l'utilisation de l'indicateur basé sur 60% du revenu médian relatif comme critère britannique de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté.



Assemblée écossaise de Lutte contre la Pauvreté, fév 2010.

Malgré les efforts de lobbying déployés vers les politiciens nationaux et européens, nous ignorons toujours quelle sera la position du gouvernement britannique sur la Plate-forme de Lutte contre la Pauvreté et de l'objectif chiffré de réduction de la pauvreté. Il réalise actuellement une enquête sur la "**pauvreté et les opportunités de vie**" (Poverty and Life Chances), qui influencera son évaluation des résultats engrangés dans la lutte contre la pauvreté infantile. Les conclusions de cette enquête devraient peser sur le choix de l'approche à utiliser lors de l'évaluation de la pauvreté en général.

A nouveau, les membres d'EAPN Royaume-Uni ont tout fait pour contribuer au débat et à l'enquête via le nouveau "Groupe consultatif sur l'inclusion sociale", qui devrait maintenir le contact avec le Gouvernement sur l'agenda social européen.

Toutefois, comme le montrent les réductions budgétaires dans le secteur social, le maintien d'un dialogue semble ne pas être une des priorités du Gouvernement. La MOC sociale permettrait aux ONG d'entretenir avec le Gouvernement un dialogue sur les grandes questions de la pauvreté et contribuait à la mise en place de structures nécessaires au dialogue. Ces acquis, s'ils peuvent paraître modestes, ont été durement gagnés. Malgré cela, les allocataires sociaux sont désormais soumis à de véritables attaques en règle. Cependant, EAPN Royaume-Uni estime qu'il faut d'autant plus "siéger à la table des négociations", en période de coupes sombres. Si nous voulons atténuer les conséquences de réductions budgétaires, nous devons faire entendre notre voix et saisir toutes les occasions qui nous sont offertes. Si certains, au sein du Gouvernement, voient dans le dialogue de la MOC sociale un luxe inutile en temps d'austérité, les organisations de lutte contre la pauvreté pensent, elles, qu'elles ne peuvent se permettre de perdre ce luxe.



# En route vers une directive européenne sur un revenu minimum adéquat pour tous ?

PAR CLAIRE CHAMPEIX, CHARGÉE DE POLITIQUES POUR EAPN

**Le 24 septembre, EAPN Europe et le Réseau belge de lutte contre la pauvreté ont organisé à Bruxelles une ambitieuse conférence sur le revenu minimum, qui a reçu un soutien massif en faveur d'une directive européenne sur un revenu minimum adéquat. L'article qui suit revient sur les principaux résultats de cet événement.**

**Il est urgent de s'attaquer au caractère inadéquat des régimes de revenu minimum**

**Les participants ont dénoncé la réalité de la pauvreté : "des choix impossibles", "discrimination", "humiliation", "des conditions de logement inhumaines qui rendent nos enfants malades et causent leur décès", "On meurt de**

"Je suis Rom et je viens de Hongrie. L'introduction d'un revenu minimum en Hongrie serait une bonne mesure, qui permettrait de sauver la vie de millions de personnes, notamment de très nombreux enfants. Nous ne parlons plus de besoins, de nécessités et de privation. Nous parlons de gens qui meurent de faim, qui vivent dans des ghettos, qui subissent une véritable ségrégation, à qui on impose des conditions de logement inhumaines, qui causent des maladies chroniques et un taux élevé de mortalité. Nous avons un système de sécurité sociale qui n'en a que le nom. Nos conditions de travail sont dignes du Moyen Âge, tout cela est très humiliant." (Bela Radic, EAPN Hongrie).



Conférence d'EAPN sur le revenu minimum adéquat, Bruxelles, 24 sept 2010.

## Une conférence participative

Près de 200 personnes sont venues de toute l'Union, parmi lesquelles de hauts représentants des institutions européennes, des universitaires, des syndicalistes, ainsi que des personnes en situation de pauvreté. Lors de la réunion préparatoire, organisée la veille avec un système de traduction en chuchotage, chaque participant a pu parler sa propre langue nationale. Les interventions des personnes en situation de pauvreté n'ont pas manqué d'attirer l'attention des décideurs qui ont, ainsi, été confrontés à la réalité de la pauvreté.

L'événement a engrangé quelques **résultats en termes de lobbying**. Les participants ont apporté leur soutien à l'idée d'une Directive-cadre européenne sur le revenu minimum. Les Présidences belge et hongroise de l'Union se sont engagées à suivre le dossier de critères communs et de définitions pour le niveau "adéquat" du revenu minimum, allant jusqu'à annoncer la tenue d'une révision par les Pairs sur le thème des budgets de référence comme méthode de calcul du revenu minimum.

faim" ... autant de témoignages de leur vie quotidienne. La situation des migrants et des Roms a notamment été épinglée.

**2010 devrait permettre à l'UE d'avancer dans le dossier d'un revenu minimum adéquat pour tous.**

La nouvelle stratégie "Europe 2020" s'est fixé l'objectif chiffré de réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes en situation de pauvreté à l'horizon 2020 ; cet objectif est soutenu par une plate-forme phare sur la lutte contre pauvreté et sera réalisé par le biais de la Ligne directrice 10, qui concerne la pauvreté et l'exclusion sociale. Il sera essentiel d'avancer dans la garantie d'un revenu minimum adéquat pour tous si nous voulons réaliser cet objectif chiffré de réduction de la pauvreté, via, notamment, une diminution des risques de pauvreté et de la privation matérielle – 2 des 3 indicateurs. Cela aiderait également l'Année européenne à laisser un héritage positif fort. Cela nous mettrait en conformité avec la clause sociale du Traité de Lisbonne, ainsi qu'avec l'Avis du Parlement européen.

**Les échanges entre les participants à propos de leur réalité nationale ont révélé que les régimes actuels de revenu minimum ne suffisaient pas pour vivre dans la dignité ;**

ils sont loin d'empêcher les personnes de tomber sous le seuil de pauvreté. Certains pays n'ont même pas de mécanisme de revenu minimum national (Grèce, Italie, Hongrie et Norvège). Dans de nombreux autres pays, les régimes n'ont que l'apparence d'un mécanisme de revenu minimum, sans en être réellement un. La réalité semble donc totalement contredire les accords déjà pris au niveau européen<sup>1</sup>.

Les éventuelles avancées dans ce dossier dépendent simplement de la **volonté politique** de s'attaquer aux sentiments croissants d'anxiété par rapport à l'avenir, ainsi qu'aux troubles sociaux et à la méfiance envers les gouvernements européens.

## Un changement radical de point de vue s'impose

La conférence met en lumière les hypothèses fausses qui sous-tendent l'élaboration des politiques dans le cadre des régimes de revenu minimum

1. On considère souvent que le relèvement des régimes de revenu minimum à un niveau adéquat pèse trop lourdement sur les dépenses publiques ; pour l'instant, les mécanismes de revenu minimum subissent des coupes sombres dans le cadre des plans de stabilisation des finances publiques. Dans la réalité, les **prestations sociales et les services publics sont des stabilisateurs automatiques qui contribuent à la stabilisation de l'économie et jetent les bases d'une consommation saine. Il convient de les considérer comme des investissements sociaux et économiques.**



Journée Mondiale du Refus de la Misère, Bruxelles, 17 oct 2010.

Il y a d'autres mécanismes, comme des politiques fiscales alternatives ou d'autres programmes de dépenses, pouvant financer des régimes de revenu minimum adéquat. Il faudrait explorer les coûts réels du modèle de "flat tax" (un impôt proportionnel), du recul des systèmes fiscaux progressifs et de la concurrence fiscale.

2. La **Stratégie Europe 2020 continue à tout miser sur la croissance**, alors que la croissance n'a jamais débouché sur des emplois plus nombreux et de meilleure qualité, alors qu'elle n'a jamais contribué à réduire la pauvreté ou les inégalités et qu'elle n'a jamais créé automatiquement plus de cohésion sociale. Une vision plus sociale et plus durable, qui s'accompagnerait d'une consolidation des systèmes de protection sociale, devrait être au cœur d'Europe 2020, dans un **but de cohésion sociale**.

3. D'aucuns disent qu'un revenu minimum adéquat dissuaderait les gens de chercher un emploi. Les coupes sombres effectuées dans les régimes de revenu minimum serviraient à "motiver" les gens à rechercher un emploi. La réalité est différente : **nombreuses sont les personnes qui veulent apporter leur contribution et se sentir utiles**. Or, il faut pour cela soutenir la création d'emplois de qualité et des passerelles vers l'emploi, par le biais de **politiques d'inclusion active**, tout en refusant le système des sanctions et de la conditionnalité. Il convient de garantir à ceux et à celles qui ne sont pas en position de travailler, notamment à cause d'aléas dans leur cycle de vie, des conditions de vie adéquates et un accès réel à des services de qualité.

4. Limiter les déficits budgétaires publics préserverait les conditions de la croissance à venir. Au contraire, les coupes sombres dans les prestations sociales, dans les pensions et dans les services de base, minent les conditions de vie des personnes en situation de pauvreté, ce qui a des conséquences négatives durables sur

leur santé, leur niveau d'enseignement et leur intégration professionnelle.

5. Les salaires sont soumis à une forte pression vers le bas, pour garantir la compétitivité, dit-on. Le niveau très bas des salaires poussent les revenus minimums vers le bas – dans le but d'obliger les gens à accepter n'importe quel emploi, alors que les emplois se font de plus en plus rares. Au contraire, pour garantir une croissance durable sur un plan social, il convient d'établir une hiérarchie positive entre un revenu minimum adéquat et les salaires décents.

6. Les politiques d'austérité actuelles exacerbent les inégalités dans la redistribution des richesses. Elles accentuent la précarité des groupes les plus vulnérables qui dépendent le plus de l'aide sociale et des services de base. Cependant, le **partage inéquitable des richesses constitue l'une des causes de la crise économique** ; d'ailleurs les sociétés les plus égales ont mieux géré la crise. Nous avons besoin d'investissements dans le social, d'un accompagnement et de mesures de prévention de la pauvreté – tout au long du cycle de vie des personnes concernées.

7. Garantir un marché libre compétitif ne peut être l'unique priorité de l'Union européenne. L'Europe sociale est au cœur des actuels engagements européens ; les populations souhaitent sauvegarder le modèle social européen et le Traité de Lisbonne renforce les objectifs sociaux de l'Union.

### Prochaines étapes

EAPN, en collaboration avec ses alliés au sein de la Coalition 2010 des ONG sociales, avec la Plate-forme sociale et l'Alliance de printemps, lance un **appel en faveur d'une Directive cadre sur le revenu minimum, afin d'obliger les Etats membres à mettre en œuvre des régimes de revenu minimum adéquat**.

### Une Directive-cadre sur un revenu minimum adéquat pour tous

EAPN a collaboré avec une série d'experts en la matière et démontré que cette **Directive était non seulement nécessaire, mais qu'elle était également possible et faisable**. En effet, une base juridique existe pour pareil instrument au niveau de l'Union, qui ne violerait pas le principe de subsidiarité.

Il ne s'agirait pas d'un outil "adapté à toutes les circonstances", mais d'une méthodologie commune à tous les pays européens, permettant de partager une définition commune de ce qui est adéquat et d'évaluer les résultats engrangés vers plus d'adéquation sur base de critères partagés.

Le document de travail sur un projet de Directive-cadre, rédigé par Anne Van Lancker (ancienne membre du Parlement européen) pour EAPN, a été rendu public lors de la conférence.

### "Vivre dignement, ce n'est pas à la portée de tous". Une campagne d'EAPN sur un revenu minimum adéquat

Depuis 2008, EAPN mène une campagne dont le propos est de sensibiliser le grand public et les décideurs à propos de la nécessité d'un revenu minimum adéquat pour tous. Cette campagne s'accompagne d'actions organisées aux niveaux national et européen. Signez l'appel sur [www.adequateincome.eu](http://www.adequateincome.eu).

Si vous désirez de plus amples informations sur la Conférence, le communiqué de presse d'EAPN, des documents utiles et les présentations faites lors de la conférence, vous pouvez consulter le site d'EAPN [www.eapn.eu](http://www.eapn.eu).

1\ Le Conseil européen a adopté une Recommandation en 1992; la Commission a adopté une Recommandation sur l'Inclusion active en 2008.

# EAPN Estonie attire l'attention du public et des médias sur la pauvreté

TANYA BASARAB ET KÄRT MERE



“Si les Gouvernements n'aident pas les personnes dans le besoin, ils enclenchent une bombe à retardement au sein de la société. J'ai travaillé toute ma vie dans la même usine. Il est injuste qu'après 40 ans dans le même emploi, je me retrouve soudainement exclu de la société”.

Les 15 et 16 juin 2009, EAPN a rencontré 15 représentants d'organisations de lutte contre la pauvreté à Tallinn, en Estonie, pour discuter de la création d'un réseau national de lutte contre la pauvreté. Depuis, au petit groupe initial d'ONG s'est rallié un grand nombre d'organisations de plaidoyer, de fournisseurs de services et de militants.\* L'Assemblée générale d'EAPN, en juin 2010, a accueilli EAPN Estonie parmi ses membres nationaux du réseau européen. Depuis cette date, EAPN Estonie a activement pris part aux activités européennes et a lancé plusieurs chantiers en coopération avec les réseaux nationaux des pays scandinaves et baltes.

Tanya Basarab, en charge du développement et de la participation des réseaux nationaux au sein d'EAPN Europe, interviewe Kärt Mere, le responsable d'EAPN Estonie.

## TB: Quels sont les principaux défis économiques et sociaux en Estonie ?

KM: En tant que pays qui s'est doté d'un modèle économique fortement dépendant des investissements étrangers et qui sert de base de sous-traitance pour un grand nombre d'entreprises, l'Estonie est confrontée à de nombreux défis : la crise démographique et l'exode massif d'une population jeune hautement qualifiée, l'insécurité et la précarité de l'emploi, une protection sociale insuffisante et l'absence de politiques permettant de contrecarrer de manière adéquate l'accroissement des niveaux de pauvreté, de sans-abrisme et de chômage.

## TB: Quelle est la perception de la pauvreté dans la population estonienne ? Et comment les médias en parlent-ils ?

KM: Jusqu'à il y a peu, les médias estoniens parlaient à peine de la pauvreté et, quand ils le faisaient, c'était pour accuser les populations pauvres d'être responsables de leur situation, ce qui alimentait les stéréotypes que partageait déjà la majorité des Estoniens. Le sociologue estonien Andrus Saars, a réalisé une enquête<sup>1</sup> sur les valeurs et les perceptions des Estoniens, qui portait notamment sur la manière dont la population percevait la pauvreté. La recherche montre que “la transformation de l'Estonie ces dernières années a débouché sur une individualisation des responsabilités”, tout en mettant le doigt sur “les inégalités qui ne cessent de croître au détriment de la cohésion sociale”.

“Je suis une mère isolée vivant à Tartu et le père de mes enfants n'a pas d'emploi. Il ne peut plus subvenir à nos besoins et ne semble pas avoir les ressources financières pour y parvenir. Nombreuses sont les familles qui partagent ma situation. Il n'y a aucune législation d'aide aux parents isolés”.

“Réfléchissez et écrivez à propos de la pauvreté” est la première action publique menée par EAPN Estonie lors du premier semestre de 2010, avec l'aide de l'UNICEF, via un large éventail de médias : Internet, la radio, la presse nationale et locale, les listes de publipostage des organisations membres d'EAPN Estonie, des réseaux de maires, des directeurs d'école, etc. Dans le cadre de cette ambitieuse campagne de sensibilisation, les Estoniens étaient invités à envoyer leurs réflexions sur la pauvreté et d'éventuelles propositions de solution.

KM: Le projet a eu un impact sans précédent. Nous avons reçu quelque 750 lettres, de personnes privées et d'associations, alors que des forums de discussion se multipliaient sur internet ; Nous avons été contactés par des maires, des directeurs d'école et des assistants sociaux de toutes les régions du pays ; tous nous remerciaient d'avoir lancé cette campagne, tout en nous assurant de leur soutien. Des gens sont venus en discuter directement avec les organisateurs, tandis que, pour la première fois depuis longtemps, les médias se sont intéressés au thème de la pauvreté en Estonie et à ce que la société et l'Etat pourraient faire pour donner la parole aux populations vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. La plus jeune à avoir envoyé sa contribution n'avait que 14 ans, et la plus âgée venait de fêter son 88<sup>ème</sup> anniversaire. Une équipe de 12 bénévoles a ensuite analysé toutes les propositions reçues en fonction de critères de genre, de localisation géographique, d'âge, etc... Parmi les sources de préoccupations les plus citées, épinglons l'enseignement, l'accueil de l'enfance, le niveau des indemnités familiales, les personnes âgées, les sans-abri et le logement, ainsi que l'emploi.

## TB: Vu le succès de cette campagne, qui montre à quel point la participation est souhaitée, qu'envisagez-vous maintenant de faire ?

KM: Nous devons trouver quelles sont ces familles qui ont besoin d'un soutien complémentaire. Ainsi, nous pourrions aider ceux qui viennent de sombrer dans la pauvreté, avant qu'ils ne perdent tout espoir. L'Etat et le Gouvernement doivent allouer des fonds, pour aider les écoles et les garderies d'enfants. Chaque enfant doit avoir une place dans une structure d'accueil, doit pouvoir mener des activités extrascolaires et recevoir des

menus équilibrés pendant les journées d'école. Je travaille moi-même dans une garderie, dans la petite ville de Keila. Je vois tous les jours combien la situation est difficile pour les parents isolés ou pour les familles nombreuses. Il est insupportable que les enfants et les familles subissent ainsi les conséquences des coupes budgétaires.

## TB: La campagne a-t-elle eu un impact sur les médias ? Ceux-ci s'intéressent-ils davantage aux besoins sociaux et à la pauvreté ?

KM: Tout à fait. Même si la campagne est aujourd'hui terminée, les médias parlent de plus en plus de la pauvreté et de l'exclusion sociale, plus encore depuis l'organisation de la conférence du 9 septembre dans le cadre de la semaine thématique estonienne<sup>2</sup>. Les principaux médias nationaux se sont intéressés à la réalité et aux conséquences de la pauvreté. De plus en plus de personnes et d'organisations veulent rejoindre EAPN Estonie et soutenir ses activités.

## TB: Quels sont les projets immédiats ?

EAPN Estonie vient de soumettre une demande de financement opérationnel auprès de la Fondation “Open Estonia”. Si elle est acceptée, nous aurons les ressources nécessaires pour poursuivre le travail de consolidation d'un réseau ouvert et démocratique, désireux de renforcer la solidarité dans la société et de lutter pour l'éradication de la pauvreté. Le réseau fait ses premiers pas, mais la campagne a totalement changé la manière dont l'Estonie perçoit la pauvreté et les populations vivant en situation de pauvreté. Les médias ont pour la première fois assumé leurs responsabilités. EAPN Estonie doit renforcer sa présence au sein d'EAPN Europe et collaborer davantage avec les réseaux baltes, scandinaves et autres. Nous voulons nous inspirer du niveau européen et des autres pays. L'année prochaine, le réseau élaborera un plan stratégique à long terme et nous essaierons d'attirer l'attention du public sur la pauvreté, en donnant la parole aux populations concernées. Si la route est encore longue et parsemée d'obstacles, nous allons poursuivre notre travail, revigorés par le nombre de gens qui se disent prêts à aider à changer la société.

1) Le réseau a officiellement déposé ses statuts en mars 2010. UNICEF Estonie et les Fondations “Open Estonia” étaient parmi les plus impliqués dans le processus de constitution du réseau.

2) Andrus Saars, dans European Values Study and GESIS data archive for the Social Sciences, GESIS Leibniz Institute for the Social Sciences, Octobre 2010 (1290 p).

3) Au cours de l'Année européenne 2010, chaque Etat membre de l'UE – plus la Norvège et l'Islande – a tenu sa propre “semaine thématique nationale”. L'objectif est de braquer les projecteurs sur un pays au cours d'une semaine entière, de sensibiliser le public à propos des caractéristiques de la pauvreté et de l'exclusion sociale et d'attirer l'attention des médias sur le pays en question. Consultez le site de la Coalition 2010 des ONG sociales : [www.endpoverty.eu](http://www.endpoverty.eu).